

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2671

25 octobre 2013

SOMMAIRE

AmTrust Holdings Luxembourg	128163	Enirgi Luxembourg	128170
Artil S.A.	128163	Epic Luxembourg S.A.	128164
AS Promotion Sàrl	128163	Epic Luxembourg S.A.	128165
Atalian Europe S.A.	128174	Espal S.A.	128166
Carn S.à r.l.	128164	European Distribution & Franchising S.A.	128168
CASA SN S.A.	128168	European Property Fund Limited S.à r.l.	128172
CB Richard Ellis SPE II Co-Invest S.à r.l.	128168	European Property Fund Limited S.à r.l.	128172
Centrafin S.A.	128167	European Renewable Opportunities II ..	128172
CEON Fund SICAV SIF SCA	128168	Europumps S.A.	128208
Cerbero Holding S.A.	128166	Faenza Luxembourg S.à r.l.	128206
CHEERLEADERS ANGEL'S Club	128162	Fiduciaire Europe S.A.	128171
C.L.I.G. S.A.	128172	Financière de la WILTZ S.A. SPF	128164
CMA Sport S.A.	128171	Finascala Investment S.A.	128173
Cofinance Group	128171	Goa S.A.	128169
Compagnie Européenne de Matériaux et de Services S.A.	128170	HTTS - High Tech Trading System Fund	128170
Contact Peintures S.à r.l.	128170	Iberian Minerals Financing S.A.	128171
Couche-Tard Luxembourg	128167	Kinsei S.A.	128194
Darmazel S.A.	128166	Mitco Germany Holdings C S.à r.l.	128162
DB Global Consulting Sàrl	128163	RI Menora German Holdings	128162
De Longhi Household S.A.	128166	Sainte Jude S.A.	128173
De Z à A S.à r.l.	128164	Senoble Luxembourg S.à r.l.	128175
Domulux S.A.	128169	Siloe S.A.	128197
EagleHigh Luxembourg	128165	Société Hippique Casino 2000 Sàrl	128162
Eastman Chemical Luxembourg Holdings 1 S.à r.l.	128165	Temlux Limited	128162
EBDS-Engineering International S.A. ..	128172	Thiclair Investments S.A.	128162
Eco-DS S.A.	128173	Treveria Twenty-Nine S.à r.l.	128165
EECF Delta S.à r.l.	128173	Treveria Twenty-One S.à r.l.	128167
Eexel Prom S.A.	128173	Unicity I Newcastle S.à r.l.	128167
Eiffel PT 2 S.A.	128173	Unicity IV BB S.à r.l.	128167
Electronics For Imaging (Luxembourg) S.à r.l.	128169	Xylem IP Management S.à r.l.	128185
EnergyMixx Europe S.A.	128169		

**RI Menora German Holdings, Société à responsabilité limitée,
(anc. Mitco Germany Holdings C.S.à r.l.).**

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 124.033.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013129088/12.

(130157079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

CHEERLEADERS ANGEL'S Club, Association sans but lucratif.

Siège social: Pétange,
R.C.S. Luxembourg F 9.622.

Art. 23. En cas de dissolution de l'A.S.B.L. l'actif restant, après acquittement du passif, sera versé au profit de l'Office Social de la commune de Pétange qui pourra le gérer et en disposer comme mieux le croit.

Lamadelaïne, le 11 septembre 2013.

Signatures

Le président / Le vice président et Secrétaire

Référence de publication: 2013129280/12.

(130157335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Société Hippique Casino 2000 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8077 Bertrange, 295, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 40.832.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Hippique Casino 2000 S.à r.l.

Référence de publication: 2013129136/10.

(130156806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Temlux Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 72.477.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129164/10.

(130156724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Thicclair Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 156.508.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour THICCLAIR INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013129167/10.

(130157112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

AmTrust Holdings Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 610.000.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 142.739.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 09 avril 2013

L'associé unique a renouvelé le mandat de KPMG Luxembourg, avec siège social au 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.133 en qualité de réviseur d'entreprises agréé avec effet immédiat et pour une période prenant fin à l'assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013.

L'associé unique a renouvelé les mandats suivants pour une période prenant fin à l'assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013:

- Mr. François BROUXEL, gérant
- Mr. Jeremy CADLE, gérant
- Mr. Stephen UNGAR, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129337/19.

(130157745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Artil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 88.434.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013129364/10.

(130157887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

AS Promotion Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 167.301.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013129365/10.

(130157741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

DB Global Consulting Sàrl, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-3378 Livange, 6, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 177.661.

La succursale de la société «DB Global Consulting LTD» immatriculée sous numéro B177661 annonce son changement d'adresse.

La nouvelle adresse est le:

DB Global Consulting SARL

6 Rue de Bettembourg,

L-3378 Livange

Diane BREDIMUS

Directeur

Référence de publication: 2013129442/15.

(130158040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Carn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 174.311.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 septembre 2013.
Référence de publication: 2013129398/10.
(130157468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

De Z à A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 175.792.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 11 septembre 2013

Il résulte du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 11 mars 2013 au siège de la société:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire accepte la démission de Monsieur FRANKARD Guy, né le 18.05.1962 à Steinfort, demeurant professionnellement à L-8008 Strassen, 98 route d'Arlon, comme gérant technique.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer pour une durée indéterminée:
Monsieur CASTILLA Manuel, né le 15.12.1972 à Linares (Espagne), demeurant à F-57360 Amnéville, 28 boucle de la Colonne de Merten, comme gérant technique
La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.
Luxembourg, le 11 septembre 2013.
Pour la société
Signature
Un mandataire
Référence de publication: 2013129434/21.
(130157481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Epic Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 85.535.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour extrait conforme
Référence de publication: 2013129473/10.
(130157374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Financière de la WILTZ S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 149.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 (version abrégée) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 septembre 2013.
Pour la Société
Un mandataire
Référence de publication: 2013129491/13.
(130158034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

EagleHigh Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 116.560.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 4 septembre

- La démission de Monsieur Michel van Krimpen, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique, effective au 30 Août 2013

- Madame Bérénice Kunnari, né le 25 novembre 1979 à Orléans, France avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée et effective à partir du 30 Août 2013

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013129452/19.

(130157783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Eastman Chemical Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 169.093.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 (Eastman) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2013129453/14.

(130157415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Epic Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 85.535.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013129474/10.

(130157963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Treveria Twenty-Nine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 125.666.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129798/11.

(130157777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Espal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6973 Rameldange, 2, am Beiebiérg.
R.C.S. Luxembourg B 91.858.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 24 novembre 2012.

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer aux fonctions de commissaire aux comptes, la société AUXILIAIRE DES P.M.E., S.A. avec siège social, 58, rue Glesener, L-1630 Luxembourg, à partir de l'exercice 2012. Le mandat terminera avec la tenue de l'assemblée générale ordinaire de l'exercice 2014..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour l'assemblée générale extraordinaire

Signature

Référence de publication: 2013129483/14.

(130157785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Darmazel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 134.707.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société DARMAZEL S.A. qui s'est tenue en date du 23 août 2013

Il a été décidé ce qui suit:

- de coopter Madame Alexandra Corre, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg comme Administrateur et Président du Conseil d'Administration de la Société en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann, avec effet au 25 août 2013.

Le mandat du nouvel Administrateur/Président viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2018.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

Madame Alexandra Corre, Messieurs Emmanuel Hummel et Nicolas Hamel.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013129441/19.

(130157691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

De Longhi Household S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 95.384.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DE LONGHI HOUSEHOLD S.A

Sophie ERK / Alexis DE BERNARDI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013129443/12.

(130157780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Cerbero Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 78.431.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013130011/9.

(130158406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Unicity I Newcastle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.925.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129823/11.

(130157444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Unicity IV BB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 159.623.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129828/11.

(130157447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Treveria Twenty-One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 124.920.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129799/11.

(130157757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Centrafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 57.277.

Les comptes annuels au 30.04.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130008/10.

(130158279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Couche-Tard Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 168.586.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 16 septembre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013130001/11.

(130158514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

CEON Fund SICAV SIF SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 162.404.

Il résulte des résolutions du conseil d'administration datées du 12 septembre 2013 que le siège social de la société a été transféré du 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, avec effet au 13 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le fonds

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013130009/14.

(130158293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

CASA SN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4629 Differdange, 8, place Millchen.

R.C.S. Luxembourg B 148.630.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

CASA SN S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013130003/13.

(130158114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

CB Richard Ellis SPE II Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 408.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 110.736.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 8 septembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 75 du 11 janvier 2006.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CB Richard Ellis SPE II Co-Invest S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013130007/15.

(130158593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

European Distribution & Franchising S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 86.161.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 1^{er} août 2013

Démission de Monsieur DOURET Bernard de sa fonction d'administrateur et d'administrateur-délégué.

Nomination de Monsieur HIVRE Alain, né le 06/08/1960 à Tournai, domicilié Place Cardinal Mercier 21/101, B-1330 Rixensart en tant qu'administrateur et administrateur-délégué pour une durée de 6 ans.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013130053/12.

(130158323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

EnergyMixx Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 84.062.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013130048/9.

(130158496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Electronics For Imaging (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 111.773.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Electronics For Imaging (Luxembourg) S. à r.l.

Paul Galliver

Manager

Référence de publication: 2013130045/14.

(130158633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Domulux S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 76.916.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire tenue au siège social le 16 Septembre 2013

A l'unanimité, il a été décidé ce qui suit:

1- L'assemblée accepte la démission avec effet immédiat aux fonctions d'Administrateur-Délégué, Monsieur Cédric BUTTEX né le 28/07/1971 à Granges-près-Marnand VD (Suisse) et demeurant professionnellement Route des Avouillons, 14 CH-1196 GLAND.

Signatures

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Référence de publication: 2013130039/14.

(130158329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Goa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 152.658.

Messieurs Alexis DE BERNARDI et Jacopo ROSSI démissionnent de leur mandat d'administrateurs.

Monsieur Robert REGGIORI démissionne de son mandat d'administrateur et de son poste de président du conseil d'administration.

Monsieur Régis DONATI démissionne de son mandat de commissaire aux comptes.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour GOA S.A.

MANACO S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2013130128/17.

(130158654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Enirgi Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 60.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 173.586.

Il est porté à connaissance à qui de droit que le siège social de l'associé unique de la société, à savoir «Energi Group Corporation», a été transféré du 130, Adelaide Street West, Etage Suite 3303, CDN- M5H 3P5 Toronto, Ontario au 1, Adelaide Street East, Suite 3001, M5C 2V9 Toronto, Ontario avec effet au 1^{er} septembre 2013.

Et est porté à connaissance à qui de droit que le gérant Lincoln Greenidge a changé son adresse professionnelle du 225, George Street, Grosvenor Place, Level 44, AUS - NSW 2000 Sydney, Australie, au 1, Adelaide Street East, Suite 3001, M5C 2V9 Toronto, Ontario avec effet au 1^{er} septembre 2013.

Luxembourg, le 13 Septembre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013130049/18.

(130158486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Compagnie Européenne de Matériaux et de Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 160.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130015/10.

(130158422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Contact Peintures S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1633 Luxembourg, 21, rue Antoine Godart.

R.C.S. Luxembourg B 123.070.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130016/10.

(130158557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

HTTS - High Tech Trading System Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 137.390.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 septembre 2013

En date du 11 septembre 2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé:

- De nommer Deloitte Audit S.à.r.l., 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, en qualité de réviseur d'entreprise, en remplacement d'Ernst & Young S.A., jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour HTTS - High Tech Trading System Fund

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013130143/16.

(130158462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Iberian Minerals Financing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 160.222.

EXTRAIT

Par résolution écrite du conseil d'administration en date du 6 septembre 2013, le conseil d'administration a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013130145/16.

(130158445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Cofinance Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 80.108.

Extrait des résolutions adoptées par le Conseil d'administration de la société tenue en date du 13 décembre 2012:

1. la démission de l'Administrateur,

- François Fauque, avec adresse à 56, Rue Charles Martel L - 2134 Luxembourg a été acceptée avec effet au 13 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013129999/14.

(130158094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

CMA Sport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 164.024.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130013/10.

(130158423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Fiduciaire Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.048.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 28 août 2013

Il ressort des résolutions prises par le Conseil d'Administration de la Société en date du 28 août 2013 que Madame Lena Annicka HANSSON ALLARD, née le 14 septembre 1955 à Klovedal (Suède), demeurant au 59, boulevard Exelmans, F-75016 Paris, est nommée Président du Conseil d'Administration. Cette dernière assumera cette fonction pendant la durée de son mandat. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2018.

POUR LA SOCIETE

SGG S.A.

Référence de publication: 2013130097/14.

(130158470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

C.L.I.G. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8047 Strassen, 6, rue de la Victoire.

R.C.S. Luxembourg B 95.692.

—
Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/09/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013129996/10.

(130158183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

European Property Fund Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 124.548.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 Septembre 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2013130055/13.

(130158145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

European Property Fund Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 124.548.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Septembre 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2013130056/13.

(130158436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

European Renewable Opportunities II, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 154.637.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013130057/9.

(130158254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

EBDS-Engineering International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 139.984.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013130060/9.

(130158506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Eco-DS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 2, rue des Tilleuls.
R.C.S. Luxembourg B 139.990.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130063/10.

(130158190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

EECF Delta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 107.809.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2013.

Matthijs BOGERS

Gérant

Référence de publication: 2013130064/12.

(130158558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Eexel Prom S.A., Société Anonyme,

(anc. Sainte Jude S.A.).

Siège social: L-2440 Luxembourg, 116, rue Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 129.765.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130065/10.

(130158227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Finascala Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 127.511.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

FINASCALA INVESTMENT S.A.

Signature

Référence de publication: 2013130102/12.

(130158382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Eiffel PT 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 172.897.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 14 septembre 2013.

Référence de publication: 2013130069/10.

(130158181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Atalian Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8055 Bertrange, 132, rue de Dippach.

R.C.S. Luxembourg B 138.311.

L'an deux mille treize, le vingt-neuf août.

Par devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée.

A COMPARU:

La société par actions simplifiée ATALIAN INTERNATIONAL, établie et ayant son siège social à F-94400 Vitry-sur-Seine, 111-113, quai Jules Guesde, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Greffe du Tribunal de Commerce de Créteil sous le numéro B 497 842 310,

ici représentée par Maître Jérôme BACH, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-1840 Luxembourg, 2 A boulevard Joseph II, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société anonyme ATALIAN INTERNATIONAL S.A., (ci-après la "Société"), établie et ayant son siège social à L-8005 Bertrange, 132, rue de Dippach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 138311, a été constituée originairement sous la dénomination sociale de GROUPE TFN POLE INTERNATIONAL S.A, suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 avril 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1310 du 29 mai 2008,

que les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par ledit notaire Martine SCHAEFFER, en date du 10 novembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2849 du 27 novembre 2008,

que les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2544 du 30 décembre 2009, contenant notamment l'adoption de sa dénomination actuelle;

que les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du quinze février deux mille onze, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 992 du 13 mai 2011.

Et que les statuts ont été une dernière fois modifiés suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 24 janvier 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 677 du 20 mars 2013.

- Que la partie comparante est la seule et unique associée actuelle de la Société (l'"Associée Unique") et qu'elle a pris, par son mandataire, la résolution suivante:

Première Résolution

L'Associée Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de (EUR 15.000.000,-) quinze millions d'euros, pour le porter de son montant actuel fixé à (EUR. 100.000,-) cent mille euros à quinze millions cent mille euros (EUR 15.100.000) par l'émission de cent cinquante mille (150.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

Souscription - Libération

Est intervenue la société par actions simplifiée ATALIAN établie et ayant son siège à 110, rue de l'ourcq, F75019 Paris immatriculée au RCS de la ville de Paris sous le numéro 572 181 170, ici représentée par Me Jérôme BACH prénommé, au terme d'une procuration sous seing privé à lui délivré en date du 29 août 2013, laquelle, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle, déclare au notaire instrumentant souscrire à l'intégralité de l'augmentation de capital ainsi décidée par l'apport partiel de son compte courant inscrit dans les livres comptables de la Société.

L'apport en nature a été justifié au notaire instrumentant par le rapport daté du 29 août 2013, de AUDIT CONSEIL SERVICES S.à r.l., cabinet de révision agréé établi à Bertrange, qui après avoir été paraphé ne varietur demeurera annexé au présent acte.

La conclusion de ce rapport est la suivante:

«Sur la base des travaux réalisés et décrits ci-avant, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous permet de croire que la valeur de l'Apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions émises en contrepartie.»

Seconde Résolution

En conséquence, les dispositions de l'article 5 premier paragraphe sont modifiées afin de refléter l'augmentation de capital intervenue, lesquelles auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à EUR 15.100.000,- (quinze millions cent mille euros) représenté par cent cinquante et un mille (151.000) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, entièrement souscrites et libérées. »

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à cinq mille six cents euros (EUR 5.600,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, ès-qualités qu'il agit, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Bach et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 décembre 2013. Relation: LAC/2013/40562. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128653/76.

(130156882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Senoble Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 180.065.

STATUTS

L'an deux mille treize, le six septembre,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

Senoble International Sprl, une société existant selon les lois de Belgique, ayant son siège social à Bastion Tower, Place du Champs de Mars 15, 16^{ème} Etage, 1050 Bruxelles, Belgique, enregistrée auprès du registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro 0500.693.313 (la «Partie comparante» ou «Senoble International Sprl»),

ici représentée par Flora Gibert, clerc de notaire, demeurant à Luxembourg (le «Mandataire»), en vertu d'une procuration sous seing privée donnée en date du 30 août 2013. La procuration signée ne varietur par le Mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La Partie comparante, représentée par le Mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter la constitution de la société à responsabilité limitée avec les statuts suivants:

Chapitre I^{er} - Forme, Nom, Objet social, Durée et Siège social

1. Art. 1^{er}. Forme. Il existe une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois relatives à une telle entité (la «Société»), et en particulier la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

2. Art. 2. Dénomination. La Société sera dénommée «Senoble Luxembourg S.à r.l.».

3. Art. 3. Objet social.

3.1 La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise quelle que soit sa forme, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3.2 La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute sorte et de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et mettre en valeur ces titres et droits de propriété intellectuelle. La Société

peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou faisant partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses associés ou entités affiliées) ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

3.3 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique (pour autant que prohibé par les lois applicables). Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances.

3.4 En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

4. Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Art. 5. Siège social.

5.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

5.2 Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

5.3 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II - Capital social, Parts sociales et Transfert des parts

6. Art. 6. Capital social.

6.1 Le capital social de la Société s'élève à quinze mille Euros (EUR 15.000-) représenté par quinze mille (15.000) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

6.2 Le montant du capital social pourra être modifié à tout moment par décision de l'associé unique ou par décision de l'assemblée générale, tel que prévu par l'Article 17 des Statuts.

6.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel que définis ci-après) pourra être autorisé à procéder à un tel rachat sur base d'une décision de l'assemblée générale des associés prise conformément aux dispositions de l'Article 17.8. Un tel rachat ne pourra en aucun cas avoir pour effet que l'actif net de la Société devienne inférieur au montant de son capital souscrit, augmenté des réserves que la Loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

7. Art. 7. Compte de prime d'émission. La Société peut mettre en place un compte de prime d'émission dans lequel sera transféré toute prime payée sur chaque part. La prime d'émission est à la libre disposition des associés.

8. Art. 8. Droits des associés.

8.1 Toutes les parts confèrent à leurs détenteurs les mêmes droits de vote et droits financiers.

8.2 Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, conformément à l'Article 20.

9. Art. 9. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

10. Art. 10. Transfert des parts.

10.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

10.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 et 190 de la Loi.

Chapitre III - Gérance

11. Art. 11. Conseil de gérance.

11.1 La Société est gérée par un gérant (le «Gérant Unique») ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance») composé d'un ou de plusieurs gérants de catégorie A (le(s) «Gérant(s) A») et d'un ou de plusieurs gérants de catégorie B (le(s) «Gérant(s) B»), ensemble avec le(s) Gérant(s) A).

11.2 Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant au moins la moitié du capital social.

12. Art. 12. Pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance.

12.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société.

12.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

12.3 Dans ce contexte, et sans préjudice des stipulations de l'Article 12.4 ci-dessous, les décisions figurant ci-après, ne pourront être prises par les gérants ou portée à l'ordre du jour des décisions collectives des associés, sans avoir été au préalable autorisées par le Conseil de Gérance statuant aux conditions de quorum et de majorité visées à l'Article 15.8 ci-dessous:

- i. l'acquisition ou cession de fonds de commerce ou d'éléments d'un fonds de commerce;
- ii. la création d'une société nouvelle, ou toute création ou cessation d'activité de la Société;
- iii. toute opération de transformation ou restructuration de la Société;
- iv. toute émission de valeurs mobilières ou titres donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société;
- v. toute augmentation, réduction ou amortissement du capital social de la Société;
- vi. la prise ou mise en location-gérance d'un fonds de commerce;
- vii. la conclusion ou la modification de tout endettement ou engagement hors bilan et l'octroi de sûretés y afférentes, à moins que ces opérations ne soient prévues dans le budget annuel;
- viii. la proposition d'affectation des résultats soumis à la collectivité des associés;
- ix. toute distribution de primes, réserves, dividendes ou acomptes sur dividendes;
- x. la nomination, le renouvellement et la révocation des commissaires de la Société et toute modification des méthodes et principes comptables applicables;
- xi. le recrutement ou le licenciement de tout salarié dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 80.000€;
- xii. la conclusion de toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société mère au sens de l'article 309 de la Loi; et
- xiii. d'une manière générale toute décision entraînant la modification des Statuts.

12.4 En outre, les décisions figurant ci-après (les «Décisions Stratégiques»), ne pourront être prises par les gérants ou portées à l'ordre du jour des décisions collectives des associés, sans avoir été au préalable autorisées par le Conseil de Gérance statuant aux conditions de quorum et de majorité visées à l'Article 15.10 ci-dessous, incluant obligatoirement le vote favorable de Senoble International Sprl tant que cette dernière sera membre du Conseil de Gérance:

- i. la définition et la modification de la stratégie de la Société, et, en particulier, de sa politique de développement (recherche et réalisation d'opérations de croissance externe ou d'investissements capacitaires), de sa stratégie industrielle (gestion des sites de production et implantation et planification des capacités des sites de production), de ses investissements publicitaires, et de sa politique financière (recherche et mise en place de nouveaux financements bancaires et/ou alternatifs);
- ii. l'adoption et la modification du budget annuel;
- iii. l'acquisition ou la cession de participations, majoritaires ou non; et
- iv. toute opération d'investissement, de désinvestissement, d'acquisition ou de cession d'actifs d'un montant unitaire supérieur à 100.000€, non prévue au budget annuel.

13. Art. 13. Représentation de la société. Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de son Gérant Unique ou, en présence d'un Conseil de Gérance, par la signature conjointe d'un Gérant A avec celle d'un Gérant B ou par la signature individuelle ou conjointe de chaque personne(s) qui s'est / se sont vue(s) déléguer un pouvoir de signature, dans le cas d'un Gérant Unique, par le Gérant Unique, dans le cas d'un Conseil de Gérance, par la signature conjointe d'un Gérant A et d'un Gérant B.

14. Art. 14. Délégation des pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance ou deux gérants peut déléguer ses pouvoirs pour la réalisation d'opérations spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc et il devra déterminer les responsabilités ainsi que la rémunération, la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

15. Art. 15. Réunion du conseil de gérance.

15.1 Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion. Le président n'a pas de voix prépondérante en cas de partage des voix.

15.2 Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

15.3 Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au Luxembourg.

15.4 Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président ou par deux gérants. Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au lieu indiqué dans la notice de convocation.

15.5 Toute réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée par remise d'une convocation écrite, soit en original, soit par télécopie ou e-mail, qui doit être donnée à tous les gérants, respectant un préavis d'au moins vingt-quatre (24)

heures à l'avance de la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances devra être mentionnée dans la convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

15.6 Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Cette renonciation peut être donnée par écrit, en original ou par télécopie ou e-mail, par chaque membre du Conseil de Gérance.

15.7 Un gérant peut en représenter un autre au Conseil de Gérance et un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

15.8 A titre exceptionnel et sous réserve que la majorité des gérants soient physiquement présents au Luxembourg, certains gérants pourront participer aux réunions du Conseil de Gérance par conférence téléphonique. Les gérants ne pourront assister par conférence téléphonique aux Conseils de Gérance ayant à l'ordre du jour une ou plusieurs Décisions Stratégiques visées à l'Article 12.4 mais devront être présents physiquement.

15.9 Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée, et toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple (comprenant au moins le vote formel d'un Gérant A et d'un Gérant B).

15.10 Les Décisions Stratégiques visées à l'Article 12.4 sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés, incluant obligatoirement le vote favorable de Senoble International Sprl tant que cette dernière sera membre du Conseil de Gérance.

15.11 Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

15.12 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance. Les résolutions écrites seront considérées adoptées à la date de la signature du dernier gérant sur les résolutions écrites.

15.13 Un procès-verbal de chaque réunion du Conseil de Gérance doit être préparé, signé par tous les gérants présents ou représentés à cette réunion et conservé au siège social de la Société.

15.14 Des extraits seront certifiés par un gérant ou par toute autre personne désignée par un gérant.

16. Art. 16. Responsabilité des gérants. Les gérants ne supportent, du fait de leur mandat, aucune responsabilité personnelle relative aux engagements qu'ils ont pris valablement au nom de la Société.

Chapitre IV - Assemblées générales

17. Art. 17. Assemblées générales.

17.1 S'il n'y a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés.

17.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts sociales détenues. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts sociales détenues par lui.

17.3 S'il y a plus de vingt-cinq associés, les décisions des associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

17.4 S'il y a moins de vingt-cinq associés, chaque associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote par écrit.

17.5 Les assemblées générales des associés peuvent toujours être convoquées par le Conseil de Gérance, à défaut par un/des associé(s) représentant plus de la moitié du capital social.

17.6 Si tous les associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans convocation préalable.

17.7 Un associé peut être représenté à une assemblée des associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou tout autre moyen de communication similaire) un mandataire qui ne doit pas être associé.

17.8 Les décisions collectives ne sont prises régulièrement qu'à condition d'avoir été adoptées par un ou plusieurs associés détenant au moins la moitié du capital social.

17.9 Les résolutions modificatives des Statuts ne peuvent être adoptées que par (i) une majorité d'associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément aux dispositions de la Loi. Un changement de nationalité de la Société requiert l'unanimité.

Chapitre V - Exercice social et Comptes annuels

18. Art. 18. Exercice social. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

19. Art. 19. Comptes annuels et Assemblée générale annuelle.

19.1 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

19.2 Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

19.3 Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des associés chaque année.

19.4 S'il y a plus de vingt-cinq associés, la surveillance de la Société devra être confiée à un conseil de surveillance composé de un ou plusieurs commissaires.

20. Art. 20. Attribution des bénéfices et Acompte sur dividende.

20.1 Le solde créditeur du compte de profits et pertes, après déduction des frais, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

20.2 Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

20.3 Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société conformément aux dispositions de l'Article 17.8.

20.4 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Chapitre VI - Liquidation et Dissolution

21. Art. 21. Liquidation.

21.1 La liquidation de la Société sera décidée par une assemblée générale des associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

21.2 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

21.3 Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application de l'Article 20.3.

22. Art. 22. Dissolution. La Société ne sera pas dissoute suite au décès, à la suspension des droits civils, à l'insolvabilité ou à une déclaration de faillite de l'associé unique ou de l'un des associés.

Chapitre VII - Loi applicable

23. Art. 23. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Souscripteur	Parts sociales
Senoble International Sprl	15.000
Total	15.000

Toutes ces parts sociales ont été entièrement libérées par un apport en numéraire, de sorte que le montant du capital social souscrit et libéré de EUR 15.000- (quinze mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société. La preuve de cet apport a été donnée au notaire soussigné.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, se montent à environ mille trois cents Euros (EUR 1.300,-).

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2013.

Assemblée générale extraordinaire

La Partie comparante, associé unique, représentée par son Mandataire, prend les résolutions suivantes:

Première résolution:

Chacune des personnes suivantes est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée:

1. M. Chafai Baihat, né le 8 août 1983 à Forbach (France), avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L1882, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de gérant A;

2. Mme Géraldine Schmit, née le 12 novembre 1969 à Messancy (Belgique), avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L1882, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de gérant A;

3. MIFAJEM, une société par action simplifiée de droit français, ayant son siège social au 30, rue des Jacquins, 89 150 Jouy, France, enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Sens, sous le numéro 502 863 962, en qualité de gérant B; et

4. Senoble International Sprl, une société existant selon les lois de Belgique, ayant son siège social à Bastion Tower, Place du Champ de mars 15, 16^{ème} étage, 1050 Bruxelles, Belgique, enregistrée auprès du registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro 0500.693.313, en qualité de gérant B.

Deuxième résolution:

5. L'adresse du siège social est fixée au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la Partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue française, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document a été lu à la Partie comparante, représentée par le Mandataire, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, et la Partie comparante, représentée par le Mandataire a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and thirteen, on the sixth day of September,

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

APPEARED

Senoble International Sprl, a company existing under the laws of Belgium, having its registered office at Bastion Tower, Place du Champs de Mars 15, 16th Floor, 1050 Brussels, Belgium registered with the register of legal persons of Brussels under number 0500.693.313 (the "Appearing Party" or "Senoble International Sprl"),

The Appearing Party was represented by Flora Gibert, notary clerk, residing in Luxembourg as its proxy (the "Proxyholder") pursuant to a power of attorney dated August 30, 2013. The power of attorney, signed ne varietur by the Proxyholder and the notary, shall remain annexed to this deed and shall be registered with it.

The Appearing Party, represented by the Proxyholder, has requested the notary to incorporate a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") with the following articles of incorporation:

Chapter I - Form, Name, Corporate object, Duration, and Registered office

1. Art. 1. Form. There exists a private limited liability company, which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (the "Company"), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

2. Art. 2. Name. The Company shall bear the name "Senoble Luxembourg S.à r.l.".

3. Art. 3. Corporate object.

3.1 The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3.2 The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever type or origin, participate in the creation, development and control of any enterprises, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have these securities and intellectual property rights developed. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliated entities) or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3 The Company may borrow in any form except by way of public offer (to the extent prohibited by any applicable law). It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities.

3.4 In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which are liable to promote their development.

4. Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

5. Art. 5. Registered office.

5.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

5.2 It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

5.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Chapter II - Share capital, Shares and Transfer of shares

6. Art. 6. Share capital.

6.1 The share capital is set at fifteen hundred Euros (EUR 15,000.-) represented by fifteen hundred (15,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

6.2 The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 17 of the Articles.

6.3 The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles. The Sole Manager or the Board of Managers (as defined below) will have to be authorised by the shareholders' meeting acting in accordance with Article 17.8 to proceed to such a repurchase. In any case, the repurchase cannot result in reducing the net assets of the Company below the aggregate of the subscribed capital and the reserves which may not be distributed under the Law and the Articles.

7. Art. 7. Share premium account. The Company may set up a share premium account into which any premium paid on any share is transferred. The share premium is at the free disposal of the shareholders.

8. Art. 8. Shareholders' rights.

8.1 All shares have equal economic and voting rights.

8.2 Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits in accordance with Article 20.

9. Art. 9. Shares indivisibility. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

10. Art. 10. Transfer of shares.

10.1 In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

10.2 In case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III - Management

11. Art. 11. Board of managers.

11.1 The Company is managed by one (the "Sole Manager") or more managers. If several managers have been appointed, they constitute a board of managers (the "Board of Managers") composed of one or several A Managers (the "A Manager(s)") and one or several B Managers (the "B Manager(s)").

11.2 The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.

12. Art. 12. Powers of the sole manager or the board of managers.

12.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose.

12.2 All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

12.3 In this context, and without prejudice to Article 12.4 below, the following decisions, shall not be taken by the managers or held to the agenda of collective decisions of the shareholders, without prior authorisation from the Board of Managers, in accordance with the quorum and majority requirements referred to in Article 15.8 below:

- i. acquisition or transfer of a business (fonds de commerce) or part of a business (fonds de commerce);
- ii. the incorporation of a new company, as well as any creation or termination of any activity by the Company;
- iii. any operation of transformation or restructuring of the Company;
- iv. any issuance of securities conferring access, immediately or in the future to the share capital of the Company;

- v. any increase, reduction or amortization of the share capital of the Company;
- vi. the taking or the granting of any lease (location-gérance) of a business (fonds de commerce);
- vii. the conclusion or the modification of any debts or off-balance sheet commitments and the granting of the related securities, unless these operations are planned in the annual budget;
- viii. the proposal concerning the allocation of the results to the shareholders;
- ix. any distribution of bonuses, reserves, dividends or interim dividends;
- x. the appointment, the renewal and the revocation of the supervisory auditors of the Company and any modification of the methods and applicable accounting principles;
- xi. the hiring or the dismissal of any employee having an annual gross salary exceeding 80,000 €;
- xii. the conclusion of any agreement concluded directly or through a third party between the Company and one of its managers, one of its shareholders holding a fraction of the voting rights greater than 10 % or, for a corporate shareholder, the parent company in accordance with Article 309 of the Law; and
- xiii. in general, any decision that could result in an amendment of the Articles.

12.4 In addition, the following decisions (the "Strategic Decisions"), shall not be taken by the managers or held to the agenda of collective decisions of the shareholders, without prior authorisation from the Board of Managers, acting with the quorum and majority requirements referred to in Article 15.10 below, and with the favourable vote of Senoble International Sprl as long as it will be member of the Company:

- i. The determination and modification of the strategy of the Company, and, in particular, of its development policy (research and realization of operations of external growth or capacity investments), of its industrial strategy (management of the production sites and et implementation et planning of the capacities of the production sites), of its advertising investments, and of its financial policy (research and implementation of new bank and/or alternative financing;
- ii. the adoption and the modification of the annual budget;
- iii. the acquisition or disposal, with majority or not; and
- iv. any operation of investment, disinvestment, acquisition or asset disposal with a unit amount over 100.000€, not included in the annual budget.

13. Art. 13. Representation of the company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of one A Manager and one B Manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of one A Manager and one B Manager.

14. Art. 14. Delegation and Agent of the sole manager or the board of managers. The Sole Manager or the Board of Managers or any two managers may delegate his/her/its/[their] powers for specific tasks to one or several ad hoc agent (s) and shall determine the agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of representation and any other relevant conditions of this agency.

15. Art. 15. Meeting of the board of managers.

15.1 The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting. The chairman shall have no casting vote.

15.2 The Board of Managers may elect a secretary who needs not be a manager or a shareholder of the Company.

15.3 The meetings of the Board of Managers shall take place in Luxembourg.

15.4 The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman or by any two (2) managers. The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires at the place indicated in the convening notice.

15.5 Written notice, whether in original, by facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

15.6 No such convening notice is required if all the members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by facsimile or e-mail, of each member of the Board of Managers.

15.7 A manager may be represented at the Board of Managers by another manager, and a manager may represent several managers.

15.8 Exceptionally, and provided that a majority of the managers are physically present in Luxembourg, any managers shall participate to the meetings of the Board of Managers by telephone conference. The managers cannot attend by conference call any Boards of Managers having in the agenda one or several Strategic Decisions mentioned in Article 12.4 but will have to be physically present.

15.9 The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented, and any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority (including at least one A Manager and one B Manager).

15.10 The Strategic Decisions mentioned in Article 12.4 are taken by simple majority of the present or represented members, including necessarily the favourable vote of Senoble International Sprl as long as it will be member of the Board of Managers.

15.11 One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

15.12 A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers. The date of the written resolutions will be the date of the last signature of a manager on a copy of the present written resolutions.

15.13 For each meeting of the Board of Managers, written minutes of a meeting shall be prepared, signed by all managers present or represented at the meeting and stored at the registered office of the Company.

15.14 Extracts shall be certified by any manager or by any person nominated by any manager.

16. Art. 16. Liability of the managers. The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

Chapter IV - Shareholders' meetings

17. Art. 17. Shareholders' meetings.

17.1 If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

17.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his/its shareholding.

17.3 If there are more than twenty-five shareholders, the shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

17.4 If there are less than twenty-five shareholders, each shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

17.5 Shareholders' meetings may always be convened by the Board of Managers, failing which by shareholder(s) representing more than half of the share capital of the Company.

17.6 If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

17.7 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a shareholder.

17.8 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholder(s) owning more than half of the share capital.

17.9 However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by (i) a majority of shareholders (ii) owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

Chapter V - Accounting year and Annual accounts

18. Art. 18. Accounting year. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

19. Art. 19. Annual accounts and Annual general meeting of shareholders.

19.1 At the end of each accounting year, the Company's accounts are established, and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

19.2 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

19.3 The balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the shareholders for approval each year.

19.4 If there are more than twenty-five shareholders, the supervision of the Company must be entrusted to a supervisory board comprising one or more supervisory auditors (commissaires).

20. Art. 20. Allocation of profits and Interim dividends.

20.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

20.2 Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital.

20.3 The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company in compliance with Article 17.8.

20.4 The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Chapter VI - Liquidation and Dissolution

21. Art. 21. Liquidation.

21.1 The liquidation of the Company shall be decided by the shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

21.2 At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

21.3 At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with Article 20.3.

22. Art. 22. Dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Chapter VII - Applicable law

23. Art. 23. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Subscription - Payments

The share capital has been subscribed as follows:

Subscriber	Shares
Senoble International Sprl	15,000
Total	15,000

All these shares have been fully paid up by a contribution in cash so that the Company's subscribed and issued share capital of fifteen hundred Euros (EUR 15,000) is now at the free disposal of the Company. Proof of the contribution has been given to the undersigned notary.

Costs

The amount of the expenses, remuneration and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company for its incorporation, amount to about one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

Statement

The notary declares that he/she has checked the existence of the conditions provided for by the Law for the incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and states explicitly that these conditions are fulfilled.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2013.

Extraordinary general meeting

The Appearing Party, being the holder of all the shares of the Company and represented by the Proxyholder, passed the following resolutions:

First resolution:

Each of the following is appointed as a manager of the Company for an undetermined duration:

1. Mr Chafai Baihat, born on 8 June 1983 in Forbach (France), with a professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L1882, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as manager A;

2. Ms Géraldine Schmit, born on 12 November 1969 in Messancy (Belgium), with a professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L1882, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as manager A;

3. MIFAJEM, a société par action simplifiée existing under the laws of France, having its registered office at 30, rue des Jacquins, 89150 Jouy, France, registered with the Trade and Companies Register of Sens, under number 502 863 962, as manager B; and

4. Senoble International Sprl, a company existing under the laws of Belgium, having its registered office at Bastion Tower, Place du Champs de Mars 15, 16th Floor, 1050 Brussels, Belgium, registered with the register of legal persons of Brussels under number 0500.693.313 as manager B.

Second resolution:

The registered office of the Company is at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Notarial deed

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the Appearing Party, the present deed is worded in French followed by an English translation; on the request of the Appearing Party and in case of discrepancy between the English and the French text, the French version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Appearing Party, represented by the Proxyholder, known to the notary, by his/her surname, Christian name, civil status and residence, the Appearing Party represented by the Proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 9 septembre 2013. Relation: LAC/2013/40980. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129101/531.

(130156922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Xylem IP Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 11, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 180.077.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of September.

Before Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

"Xylem Water Solutions Manufacturing AB", a limited liability company incorporated under the laws of Sweden, having its registered office at 361 80 Emmaboda, Sweden, having a share capital of SEK 50,000,000 and registered in the Swedish Companies Registration Office (Bolagsverket) under number 556010-9422.

represented by Danielle Kolbach, lawyer, acting pursuant to a power of attorney given under private seal, in Emmaboda on August 26, 2013.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Chapter I. Name - Duration - Object - Registered office

Art. 1. Name and Duration. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under Luxembourg law by the name of Xylem IP Management S.à r.l. (hereafter the Company).

The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may apply for, register, purchase or by other mean, acquire, and protect, allocate, extend and renew, whether in Luxembourg or elsewhere any patents, licences, trade marks, or any other intellectual property and intangible rights. It may further sell, improve, manage, develop, exchange, license, share or otherwise enhance the patents, licences, trade marks, or any other intellectual property and intangible rights.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to group companies, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

The Company may carry out any industrial or commercial activity which directly or indirectly favors the realization of its objects.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in the municipality of Niederanven.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholder, or in case of plurality of shareholders, of its shareholders.

The Company may have offices and branches (whether or not permanent establishments), both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Corporate capital

Art. 4. Capital. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) ordinary shares having a par value of twenty five Euro (EUR 25.-) per share.

The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the single shareholder or, as the case may be, by decision of the shareholders' meeting deliberating in the same manner provided for amendments to the Articles.

Art. 5. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 6. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares are freely transferable to non-shareholders.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorized by the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.

Art. 7. Redemption of shares. The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the law on commercial companies dated 10th August 1915, as amended (the Law), to acquire shares in its own capital.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders.

Chapter III. Management - Meeting of the board of managers - Representation - Authorized signatories

Art. 8. Management. The Company is administered by one or more managers. In case of plurality of managers, they constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without cause) revoke and replace the manager(s).

The general meeting of shareholders shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each of the managers.

Art. 9. Meeting of the board of managers. Meetings of the board of managers are convened by any member of the board.

The managers will be convened separately to each meeting of the board of managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all the managers, at least eight days' written notice of board meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or by any other suitable telecommunication means of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues, provided however that at least two managers are present at the meeting.

Meetings of the board of managers can be held by way of a telephone or video conference. Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be identified, to hear each other and to be able to speak up in the course of such meeting. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting without that it is required that two managers attend in person to such meeting. All meetings held by way of telephone or video conference are deemed to be held at the registered office of the Company.

The board of managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers are taken by an absolute majority of the votes cast.

The board of managers may in all instances take resolutions in writing. Resolutions signed by all managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

Art. 10. Representation - Authorized signatories. In dealing with third parties, the manager(s) shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the Company's objects and further provided the terms of this Article 10 shall be complied with.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the general meeting of shareholders fall within the scope of the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers. In case of singularity of manager, the Company shall be bound by the sole signature of the manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signatures of any two managers. The shareholders may appoint from among the members of the board of managers one or several general managers who may be granted the powers to bind the Company by their respective sole signature, provided they act within the powers vested in the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his/their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 11. Liability of managers. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the Articles of Association of the Company as well as the applicable provisions of the Law.

The Company may indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Chapter IV. Secretary

Art. 12. Appointment of a secretary. A secretary may be appointed by a resolution of a meeting of the shareholder(s) of the Company (the Secretary).

The Secretary, who may or may not be a manager, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the board of managers and, to the extent practical, of the meetings of the shareholder(s), and to keep the records and the minutes of the board of managers and of the meetings of the shareholder(s) and their transactions in a book to be kept for that purpose, and he shall perform like duties for all committees of the board of managers (if any) when required. He shall have the possibility to delegate his powers to one or several persons provided he shall remain responsible for the tasks so delegated.

The Secretary shall have the power and authority to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, vis-à-vis any third parties and to be used as official documents.

Chapter V. General Meetings of Shareholders

Art. 13. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held annually at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting within six months after the close of the financial year.

Art. 14. Shareholders' voting rights. Each shareholder may participate in general shareholders' meetings irrespective of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Each shareholder may appoint by proxy a representative who need not be a shareholder to represent him at shareholders' meetings.

Art. 15. Quorum - Majority. Resolutions at shareholders' meetings are only validly taken in so far as they are adopted by a majority of shareholders' owning more than half of the Company's share capital.

However, resolutions to amend the Articles of Association and to dissolve and liquidate the Company may only be carried out by a majority in number of shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and

shall sign the resolution, the passing of resolutions in writing on one or several counterparts in lieu of general meetings shall have the force of a resolution passed at a general meeting of shareholders.

The sole shareholder exercises the powers of the general meeting.

The decisions of the sole shareholder which are taken in the scope of the above paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Any reference to shareholders' meeting shall mutatis mutandis refer to a resolution passed in writing in the above form.

Chapter VI. Financial year - Financial statement - Profit sharing

Art. 16. Financial year. The Company's accounting year begins on January first and ends on December thirty-first of the same year.

Art. 17. Financial statements. Each year the books are closed and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares a balance sheet and profit and loss accounts.

Art. 18. Inspection of documents. Each shareholder may inspect the above balance sheet and profit and loss accounts at the Company's registered office.

Art. 19. Appropriation of profits - Reserves. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. The general meeting of shareholders shall, subject to applicable law, have power to make payable one or more interim dividends.

Chapter VII. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. The insolvency or bankruptcy or any other similar procedure of the shareholder(s) will not cause the dissolution of the Company. The shareholders must agree, in accordance with paragraph 2 of Article 15 of these Articles of Association, to the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 21. Liquidation. At the time of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, whether shareholder(s) or not, appointed by the shareholder(s) who will determine their powers and remuneration.

Chapter VIII. Audit

Art. 22. Statutory Auditor - External Auditor. In accordance with article 200 of the Law, the Company need only be audited by a statutory auditor if it has more than 25 shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by articles 256 and 215 of the Law does not apply.

Chapter IX. Governing law

Art. 23. Reference to Legal Provisions. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Transitory provision:

The Company's current accounting year is to run from the day of incorporation to 31 December 2013.

Subscriptions and Payments:

"Xylem Water Solutions Manufacturing AB", prenamed and represented as aforesaid, declares to subscribe all five hundred (500) shares and to pay up such shares and the share premium thereon by a contribution in kind of a branch of activity (apport d'une partie autonome d'entreprise) consisting of all the assets and liabilities of "Xylem Water Solutions Manufacturing AB, Luxembourg Branch", the branch of the company, having its registered office at 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg (RCS Luxembourg B 173.557).

The contribution in kind and the contribution of the branch of activity (apport d'une partie autonome d'entreprise) consisting of all the assets and liabilities of "Xylem Water Solutions Manufacturing AB, Luxembourg Branch", prenamed, is subject to articles 308bis-1 and following of the law of August 10, 1915, as amended, and is a contribution of a branch of activity (apport d'une branche d'activité), as provided for by article 308bis-3 of the Law.

The present contribution should be considered as the transfer of a branch of activity, as defined the European Union Merger Directive of 90/434/CEE of July 23rd 1990, as amended from time to time. In consequence, Article 172 (4) of the Luxembourg Income Tax Law (LITL) applying the EU Merger Directive 90/434/CEE of July 23rd 1990 (as amended from time to time) in domestic tax law (and more precisely its article 10), should be applicable to this transfer to the extent all the conditions are met.

The contributions made to the Company by "Xylem Water Solutions Manufacturing AB", prenamed, are as follows:

- 1) EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) to the nominal share capital of the Company; and

2) the balance, is to be allocated to the issue premium reserve of the Company.

It is being noted that the contribution of all assets and liabilities is recorded at book value for Luxembourg tax and book purposes, as reflected in the closing balance sheet (the Balance Sheet) of the Branch as approved by the Branch Manager and it is being further noted that any adaptation, due to recognition of additional entries in the books of "Xylem Water Solutions Manufacturing AB Luxembourg branch", prenamed, prior its incorporation made in the present deed under Luxembourg General Accounting Accepted Principles, shall be effectuated by way of increase or decrease (as the case may be) of the issue premium in which case a corresponding premium adaptation of the premium reserve shall be made.

It results from the Balance Sheet that the book net asset value amounts to EUR 2,176,830,731.87. The Balance Sheet, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

"Xylem Water Solutions Manufacturing AB", prenamed, declares that:

- in light of the fact that all assets and liabilities have been contributed, net assets amounting to SEK 2,176,830,731.87 (two billion one hundred seventy-six million eight hundred thirty thousand seven hundred thirty-one point eighty-seven Swedish Kroners) (which are equivalent to EUR 250,210,429.- (two hundred fifty million two hundred ten thousand four hundred twenty-nine Euro) using the exchange rate of September 9, 2013 of 1 EUR/8.70 SEK) are at the disposal of the Company,

- it undertakes to undertake whatever steps are necessary to transfer each individual asset and liability to the Company so that the Company becomes the legal and beneficial owner and holder of these assets and liabilities, and

- all the shares and issue premium have been fully paid-up by the above contributions.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately six thousand six hundred sixty Euro (EUR 6,660.-).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder of the Company, represented as aforesaid, has adopted the following resolutions:

1) The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period:

- Mr Keith S. Richey, professionally residing at 1133 Westchester Avenue, White Plains, NY 10604, U.S.A.;
- Mr Samir Patel, professionally residing at 1133 Westchester Avenue, White Plains, NY 10604, U.S.A.
- Mr Ravi Patel, professionally residing at with professional address at Jays Close, Viables Estate, Basingstoke, Hampshire, RG22 4BA, United Kingdom
- Ms Pascale Wagner, professionally residing at 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg
- Ms Danielle Kolbach, professionally residing at 22, rue Charles Arendt, L-1134 Luxembourg
- Mr Vikram Nanwani, professionally residing at 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg
- Ms Ellen Hermans, professionally residing at 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg.

2) The registered office is established at 11, Breedewues, L1259 Senningerberg.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the years and day first above written.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxy holder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausend und dreizehn, am zehnten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

„Xylem Water Solutions Manufacturing AB“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung schwedischen Rechts, mit Geschäftssitz in 361 80 Emmaboda, Schweden, einem Stammkapital von SEK 50,000,000 und beim schwedischen Geschäftsregister (Bolagsverket) unter Nummer 556010-9422 eingetragen

hier vertreten durch Danielle Kolbach, Anwalt, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Emmaboda am 26. August 2013.

Die Vollmacht, wird der vorliegenden Urkunde, nach der Unterzeichnung „ne varietur“ durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar, als Anlage beigeheftet um bei den Registerbehörden zusammen mit der Urkunde eingetragen zu werden.

Die Erschienene hat in ihrer Eigenschaft als Bevollmächtigte den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung der hiermit gegründeten Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) wie folgt aufzusetzen:

Kapitel I. Name - Dauer - Gegenstand - Sitz

Art. 1. Name und Dauer. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischen Recht mit der Bezeichnung Xylem IP Management S.à r.l. (nachfolgend die Gesellschaft).

Die Gesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft. Gegenstand der Gesellschaft ist die Vornahme aller unmittelbar oder mittelbar mit dem Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen jeglicher Form in Zusammenhang stehender Geschäfte, sowie die Verwaltung, die Kontrolle und die Förderung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann in Luxemburg oder anderswo Patente, Lizenzen, Marken und alle anderen geistigen Eigentümer und immaterielle Vermögenswerte beantragen, anmelden, kaufen oder unter welcher Form auch immer erwerben, schützen, zuteilen oder verlängern. Deswieten kann die Gesellschaft die Patente, Lizenzen, Marken und alle anderen geistigen Eigentümer und immaterielle Vermögenswerte verkaufen, veräußern, verbessern, verwalten, entwickeln und erweitern, austauschen, Lizenzen erteilen, aufteilen oder anders verbessern.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel in Immobilien anlegen; sie kann sie zur Bildung, Verwaltung, Förderung und Veräußerung ihrer Vermögenswerte in der jeweils bestehenden Zusammensetzung benutzen und insbesondere, jedoch nicht ausschließlich, in ihren Wertpapierbestand beliebigen Ursprungs anlegen, um sich an der Gründung, Entwicklung und Beherrschung von Unternehmen zu beteiligen und im Wege von Anlage, Zeichnung, Übernahme oder Optionen Wertpapiere und Rechte des geistigen Eigentums zu erwerben, diese durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder unter einer anderen Form zu veräußern, Lizenzen zur Verwertung von Rechten des geistigen Eigentums zu erhalten oder zu gewähren, sowie Unternehmen, an denen die Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar beteiligt ist, sowie Konzernen oder zu deren Vorteil Unterstützung -einschließlich finanzieller Unterstützung, Darlehen, Vorauszahlungen oder Garantien -zu gewähren.

Die Gesellschaft kann jede gewerbliche oder wirtschaftliche Tätigkeit ausüben, die der Erreichung des Gesellschaftszwecks direkt oder indirekt dient.

Art. 3. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Niederanven. Der Sitz kann durch Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung ihres Gesellschafters oder -bei mehreren Gesellschaftern -durch Gesellschafterbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Kapitel II. Gesellschaftskapital

Art. 4. Stammkapital. Das Stammkapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12,500.-) und ist in fünfhundert (500) ordentliche Geschäftsanteile im Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25.-) eingeteilt.

Das gezeichnete Stammkapital kann durch Beschluß des alleinigen Gesellschafters beziehungsweise durch Beschluss der Gesellschafterversammlung nach Maßgabe der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Beschlussfassung geändert werden.

Art. 5. Gewinnbeteiligung. Jeder Geschäftsanteil berechtigt nach dem direkten Verhältnis der bestehenden Geschäftsanteile zu einem Bruchteil am Gesellschaftsvermögen und -gewinn.

Art. 6. Übertragung von Geschäftsanteilen. Im Falle eines Alleingesellschafters sind die Anteile frei an Dritte, die keine Gesellschafter sind, übertragbar.

Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, bedarf die Übertragung von Geschäftsanteilen unter Lebenden an Dritte der Genehmigung der Generalversammlung, Gesellschafter, die drei Viertel des eingezahlten Kapitals vertreten. Es bedarf keiner solchen Genehmigung für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern.

Die Genehmigung einer Übertragung im Todesfall bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals, welches von den Überlebenden gehalten wird.

Art. 7. Rückkauf von Geschäftsanteilen. Die Gesellschaft ist befugt, vorbehaltlich der Einhaltung der Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 bezüglich Handelsgesellschaften (nachfolgend das Gesetz) Anteile an ihrem eigenen Kapital zu erwerben.

Der Erwerb und die Veräußerung von im Stammkapital der Gesellschaft befindlichen Geschäftsanteilen bedürfen eines Beschlusses, dessen Form und Bedingungen von der Gesellschafterversammlung festzulegen sind.

Kapitel III. Geschäftsführung - Geschäftsführersitzungen - Vertretung - Vertretungsvollmachten

Art. 8. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern bilden diese die Geschäftsführung. Der/Die Geschäftsführer muß/müssen nicht Gesellschafter sein. Der/die Geschäftsführer wird/werden von der Gesellschafterversammlung ernannt. Die Gesellschafterversammlung ist berechtigt; zu jeder Zeit und ad nutum (ohne Grund) den Rücktritt eines Geschäftsführers zu fordern und ihn zu ersetzen.

Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Vergütung der Geschäftsführer, sowie die Dauer und Bedingungen für ihre Bestellung.

Art. 9. Versammlungen - Geschäftsführerversammlungen. Die Geschäftsführerversammlungen können von jedem Geschäftsführer einberufen werden.

Die Geschäftsführer werden einzeln zu jeder Geschäftsführerversammlung einberufen. Außer in Dringlichkeitsfällen, die in der Einberufungsmitteilung zu spezifizieren sind, oder außer bei vorheriger Genehmigung aller Geschäftsführer soll der Einberufung eine mindestens achttägige Einberufungsfrist vorhergehen.

Die Versammlung kann ordnungsgemäß abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind.

Die Versammlungen finden an dem Ort, an dem Tage und zu der Zeit statt, die in der Einberufung festgelegt sind.

Die Geschäftsführer können mittels schriftlicher Genehmigung, mittels Telefax oder in der jeweils geeigneten Kommunikationsform auf die Einberufung verzichten. Eine separate Einberufung ist nicht nötig, wenn Zeit und Ort der Versammlungen im Rahmen eines zuvor durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Terminplans festgelegt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich auf den Geschäftsführerversammlungen durch einen schriftlich, mittels Telefax oder anderer geeigneter Kommunikationsmittel von ihm ernannten Bevollmächtigten vertreten lassen.

Ein Geschäftsführer kann mehrere seiner Kollegen vertreten; es müssen jedoch wenigstens zwei Geschäftsführer an einer Versammlung teilnehmen.

Versammlungen der Geschäftsführer können mittels Telefon - oder Videokonferenz abgehalten werden. Die Geschäftsführer können mittels Konferenzschaltung, Videoschaltung oder jeglicher Kommunikationsmittel, die es allen Teilnehmern erlaubt ausgewiesen zu werden, mitzuhören und mitzusprechen, an einer Geschäftsführerversammlung teilnehmen. Die Teilnahme an einer Versammlung mittels der vorgenannten Instrumente ist einer persönlichen Teilnahme gleichzustellen, ohne dass es nötig wäre dass zwei Geschäftsführer sich versammeln. Die Versammlungen welche mittels Telefon - oder Videokonferenz abgehalten werden sind einer Versammlung am Geschäftssitz gleichgestellt.

Die Geschäftsführung ist nur ordnungsgemäß berats- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Geschäftsführungsbeschlüsse bedürfen der absoluten Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Die Geschäftsführer können immer schriftliche Beschlüsse fassen Beschlüsse welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind haben die gleiche Rechtskraft wie Beschlüsse im Rahmen einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder mehreren Kopien ein und desselben Beschlusses erscheinen und erhalten Beweiskraft mit Brief, Telefax oder Telex.

Art. 10. Vertretung - Zeichnungsberechtigung. In Geschäften mit Dritten ist/sind der/die Geschäftsführer jederzeit dazu ermächtigt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Geschäfte zu tätigen, welche im Einklang mit dem Gesellschaftszweck und den Bestimmungen von Artikel 10 der Satzung liegen.

Alle durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung nicht ausdrücklich der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Rechte fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder -bei mehreren Geschäftsführern -der Geschäftsführung. Ist nur ein Geschäftsführer vorhanden, ist der vorhandene Geschäftsführer alleine zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch jeweils zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich vertreten. Die Gesellschafter können aus der Geschäftsführung einen oder mehrere (Generalgeschäftsführer) Hauptgeschäftsführer ernennen, welche(r) Alleinvertretungsbefugnis hat/haben, vorausgesetzt jedoch, sie überschreiten die der Geschäftsführung übertragenen Befugnisse nicht.

Der Geschäftsführer oder -bei mehreren Geschäftsführern -die Geschäftsführung kann seine Befugnisse für die Vornahme bestimmter Aufgaben an einen oder mehrere ad hoc Vertreter weiterdelegieren.

Der Geschäftsführer oder -bei mehreren Geschäftsführern -die Geschäftsführung bestimmt die Verantwortungen und (falls zutreffend) die Vergütung seines/seiner Vertreter, die Dauer ihrer Vertretung sowie alle sonstigen etwaigen Bedingungen in Zusammenhang mit ihrer Beauftragung.

Art. 11. Haftung der Geschäftsführer. Der/Die Geschäftsführer haften aufgrund ihrer Position nicht persönlich für im Namen der Gesellschaft eingegangene Verpflichtungen, solange diese Verpflichtungen in Übereinstimmung mit der Satzung der Gesellschaft und den geltenden Bestimmungen des Gesetzes stehen.

Die Gesellschaft kann den Geschäftsführern und leitenden Angestellten sowie deren Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern Freistellung zusichern von den Kosten, die diesen in vernünftigen Rahmen in Zusammenhang mit Klagen, Prozessen oder Verfahren entstehen, in die sie aufgrund der Tatsache als Prozesspartei verwickelt wurden, dass sie Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder - auf eigenes Verlangen - einer anderen Gesellschaft waren, an der die Gesellschaft beteiligt oder deren Gläubiger sie ist, und gegen die sie keinen Schadenersatzanspruch geltend machen können; diese Freistellung gilt nicht, wenn sie im Rahmen dieser Klagen, Prozesse und Verfahren der groben Fahrlässigkeit oder schweren Pflichtverletzung für schuldig befunden wurden. Im Falle eines Vergleiches erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, welche von dem Vergleich abgedeckt werden, und insofern als der Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt wird, daß die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt andere etwaige rechtliche Ansprüche nicht aus.

Kapitel IV. Schriftführer

Art. 12. Bestellung eines Schriftführers. Die Gesellschafterversammlung kann durch einfachen Beschluß einen Schriftführer der Gesellschaft (der Schriftführer) ernennen.

Der Schriftführer, der nicht Geschäftsführer sein muß, fungiert als Protokollführer in den Geschäftsführerversammlungen und, sofern durchführbar, in den Gesellschafterversammlungen; er führt die Akten und Protokolle der Geschäftsführer und der Gesellschafterversammlungen und die von ihnen durchgeführten Transaktionen in einem speziell zu diesem Zweck geführten Buch; er übernimmt dieselben Aufgaben für alle eventuell von der Geschäftsführung beauftragten Ausschüsse. Der Schriftführer kann seine Befugnisse auf eine oder mehrere Person/en delegieren, sofern er für diese delegierten Aufgaben verantwortlich bleibt.

Der Schriftführer ist befugt, im Namen der Gesellschaft Zertifikate und Auszüge auszustellen, die der Vorlage bei Gericht beziehungsweise Dritten zur Vorlage als amtliche Unterlagen dienen.

Kapitel V. Gesellschafterversammlung

Art. 13. Jahresgeneralversammlung und Außerordentliche Gesellschafterversammlung. Die Jahresgeneralversammlung findet jährlich innerhalb von sechs Monaten nach Abschluss des jeweils vorhergehenden Geschäftsjahres am Sitz der Gesellschaft oder jedem anderen, in der Einberufungsmitteilung genannten Ort in Luxemburg statt.

Art. 14. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter hat das Recht, an der Gesellschafterversammlung teilzunehmen, unabhängig davon, wie viele Anteile er besitzt. Die Stimmrechte der Gesellschafter bestimmen sich nach der Zahl der von ihnen gehaltenen Anteile.

Jeder Gesellschafter kann sich auf der Gesellschafterversammlung durch einen bevollmächtigten Vertreter, der kein Gesellschafter sein muß, vertreten lassen.

Art. 15. Quorum - Mehrheit. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung sind nur dann ordnungsgemäß, wenn sie von einer Mehrheit von Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals besitzen, angenommen werden.

Beschlüsse, die Satzungsänderungen oder die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft zu Gegenstand haben, können nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern angenommen werden, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals besitzt.

Anstatt auf einer Gesellschafterversammlung können Beschlüsse auch schriftlich von allen Gesellschaftern angenommen werden. In diesem Fall wird jedem Gesellschafter ein Entwurf des Beschlusses übermittelt, welchen er unterzeichnet. Die Beschlussfassung durch Unterzeichnung einer oder mehrerer Zweitausfertigungen hat die gleiche Rechtskraft wie die auf einer einberufenen Gesellschafterversammlung gefassten Beschlüsse.

Der alleinige Gesellschafter übt die Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus.

Die in Anwendung des vorstehenden Absatzes gefassten Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters werden protokolliert oder als Bericht abgefasst oder schriftlich niedergeschrieben.

Alle Verweise auf Gesellschafterversammlungen beziehen sich mutatis mutandis auf einen in der vorstehend beschriebenen Form schriftlich gefassten Beschluss.

Kapitel VI. Geschäftsjahr - Bilanz - Gewinnverwendung

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember des gleichen Jahres.

Art. 17. Jahresabschluss. Die Bücher werden jährlich abgeschlossen, und der Geschäftsführer oder -bei mehreren Geschäftsführern -die Geschäftsführung erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 18. Einsicht in die Unterlagen. Jeder Gesellschafter ist berechtigt, am Sitz der Gesellschaft Einsicht in die oben genannte Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung zu nehmen.

Art. 19. Gewinnverwendung. Vom ausgeschütteten Nettogewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung der gesetzlichen Rücklage zurückzulegen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals erreicht.

Die Verteilung des Restbetrags erfolgt nach dem Verhältnis der Geschäftsanteile. Die Gesellschafterversammlung kann nach Maßgabe der geltenden gesetzlichen Bestimmungen die Ausschüttung einer oder mehrerer Zwischendividende/n beschließen.

Kapitel VII. Auflösung - Liquidation

Art. 20. Auflösung. Zahlungsunfähigkeit, Bankrott und andere Verfahren gegen einen Geschäftsführer sind keine Gründe für die Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschafter müssen der Auflösung und Liquidation sowie den darauf anwendbaren Bedingungen nach Maßgabe von Artikel 15 der vorliegenden Satzung zustimmen.

Art. 21. Liquidation. Die Liquidation erfolgt bei Auflösung der Gesellschaft durch einen oder mehrere Liquidator/en, die keine Gesellschafter sein müssen und von den Gesellschaftern ernannt werden, die auch ihre Befugnisse und Bezüge festlegen.

Kapitel VIII. Abschlussprüfung

Art. 22. Wirtschaftsprüfer - Abschlussprüfer. Gemäß Artikel 200 des Gesetzes muss die Gesellschaft nur in den Fällen von einem Abschlussprüfer geprüft werden, wenn die Anzahl der Gesellschafter 25 überschreitet. Ein externer Abschlussprüfer muss beauftragt werden, wenn die Befreiungen unter Artikel 256 und Artikel 215 des Gesetzes keine Anwendung finden.

Kapitel IX. Anwendbares Recht

Art. 23. Bezugnahme auf die gesetzlichen Bestimmungen. In allen im Rahmen der vorliegenden Satzung nicht ausdrücklich geregelten Angelegenheiten wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

Übergangsbestimmungen:

Das laufende Geschäftsjahr beginnt am Tage seiner Gründung und endet am 31. Dezember 2013.

Zeichnung und Einzahlung:

"Xylem Water Solutions Manufacturing AB", vorgenannt und vertreten wie oben erwähnt, erklärt alle fünfhundert (500) ordentliche Anteile der Gesellschaft zu zeichnen und den Nennwert der Anteile sowie das Agio einzuzahlen durch eine Sacheinlage bestehend aus dem Teilbetrieb (apport d'une partie autonome d'entreprise) mit allen dazugehörigen allen Aktiva und Passiva der „Xylem Water Solutions Manufacturing AB, Luxembourg Branch“, der Zweigniederlassung der Gesellschaft, mit Sitz in 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg (RCS Luxembourg B 173.557).

Diese Sacheinlage und die Einbringung des Teilbetriebs mit allen dazugehörigen allen Aktiva und Passiva der „Xylem Water Solutions Manufacturing AB, Luxembourg Branch“, vorgenannt, unterliegt Artikel 308bis-1 und ff des Gesetzes vom 10. August 1915, wie abgeändert und ist eine Sacheinlage von einem Teilbetrieb (apport d'une branche d'activité), so wie in Artikel 308bis-3 vom Gesetz vorgesehen.

Diese Einbringung ist als Einbringung von einem Teilbetrieb zusehen, so wie dieser in der Fusionsrichtlinie 90/434/EWG vom 23 Juli 1990 (so wie abgeändert) definiert ist. Demnach sollte Artikel 172(4) des Luxemburger Einkommensteuergesetzes welches die Fusionsrichtlinie 90/434/EWG vom 23 Juli 1990 (so wie abgeändert) in nationales Gesetz (genau gesagt Artikel 10) umsetzt, bei dieser Sacheinlage Anwendung finden, soweit alle Voraussetzungen gegen sind.

Die Einlage in die Gesellschaft durch „Xylem Water Solutions Manufacturing AB“, vorgenannt, wird wie folgt zugeteilt:

- 1) ein Betrag von zwölftausend fünfhundert Euro (EUR12.500,-) wird dem nominalen Gesellschaftskapital zufließen;
- 2) der Restbetrag wird der Agiorücklage der Gesellschaft zugewiesen.

Es wird darauf hingewiesen dass die Einlagen aller Aktiva und Passiva zu für Luxemburger Steuer und Buchhaltungszwecke zu ihrem Buchwert einzutragen sind, so wie es aus der Schlussbilanz der Zweigniederlassung (die Bilanz) hervorgeht, welche vom Leiter der Zweigniederlassung angenommen wurde und es wird weiter darauf hingewiesen dass etwaige Wertanpassungen unter in Luxemburg allgemein anerkannten Grundsätzen der Buchführung, durch die Anerkennung zusätzlicher Bucheintragungen der Xylem Water Solutions Manufacturing AB, Luxembourg Branch, vor Gründung als Gesellschaft gemäß dieser Urkunde, durch Aufstockung oder Reduzierung (je nachdem) der Agiorücklage bewirkt werden.

Es geht aus dem Bilanz hervor dass der Buchwert der Net Aktiva sich auf SEK 2.176.830.731,87 (zwei Milliarden hundert sechsundsiebzig Millionen achthundertdreißigtausend siebenhunderteinunddreißig, Komma siebenundachtzig Schwedische Kronen) beläuft. Die Bilanz bleibt nach der ne varietur Unterzeichnung des Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und des unterzeichnenden Notars der gegenwärtigen Urkunde beigegeben um mit dieser einregistriert zu werden.

„Xylem Water Solutions Manufacturing AB“, vorgenannt, erklärt dass:

- angesichts dass alle Aktiva und Passive der Gesellschaft eingebracht wurden, steht ein Nettowert von zwei Milliarden hundert sechsundsiebzig Millionen achthundertdreißigtausend siebenhunderteinunddreißig Komma siebenundachtzig Schwedische Kronen (SEK 2.176.830.731,87) (welche einen Valuta von EUR 250.210.429 (zweihundertfünfzig Millionen zweihundertzehntausend vierhundertneunundzwanzig Euro) haben, zum Wechselkurs vom 9. September 2013 von 1 EUR = 8.70 SEK) der Gesellschaft zur Verfügung

- sie sämtliche Schritte zu unternehmen wird welche nötig sind um jedes einzelne Aktiva und Passiva juristisch an die Gesellschaft zu übertragen so dass die Gesellschaft rechtlich und wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktiva und Passiva wird, und

- alle von der Gesellschaft ausgegebenen Stammanteile und die Agiorücklage sind somit eingezahlt worden.

Kosten

Alle Aufwendungen, Kosten, Honorare und Gebühren, die der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde entstehen, werden auf ungefähr sechstausendsechshundertsechzig Euro (EUR 6.660,-) geschätzt.

Außerordentliche Generalversammlung

Unmittelbar nach der Gründung fasste der Alleingesellschafter, vertreten wie obengenannt, der das gesamte gezeichnete Stammkapital der Gesellschaft vertritt, folgende Beschlüsse:

- 1) Die Versammlung bestellt zu ihren Geschäftsführern für eine unbestimmte Dauer:
- Herr Keith S. Richey, geschäftlich ansässig in 1133 Westchester Avenue, White Plains, NY 10604, U.S.A.;
 - Herr Samir Patel, geschäftlich ansässig in 1133 Westchester Avenue, White Plains, NY 10604, U.S.A.
 - Herr Ravi Patel, geschäftlich ansässig in Jays Close, Viabes Estate, Basingstoke, Hampshire, RG22 4BA, England
 - Frau Pascale Wagner, geschäftlich ansässig in 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg
 - Frau Danielle Kolbach, geschäftlich ansässig in 22, rue Charles Arendt, L-1134 Luxembourg
 - Herr Vikram Nanwani, geschäftlich ansässig 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg
 - Frau Ellen Hermans, geschäftlich ansässig 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg.
- 2) Der Sitz der Gesellschaft ist 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg.

Zu Urkunde, Dessen wurde die vorliegende notarielle Urkunde am eingangs genannten Datum in Luxemburg aufgesetzt.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei in englischer Sprache, gefolgt von der deutschen Sprache, aufgesetzt wird, und dass auf Verlangen derselben erschienenen Partei bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung maßgebend ist.

Nach Verlesung der Urkunde hat der Bevollmächtigte der erschienenen Partei zusammen mit uns, dem Notar, die vorstehende Originalurkunde unterzeichnet.

Signé: D. KOLBACH, P. DECKER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11/09/2013. Relation: LAC/2013/41358. Reçu 75,-€ (soixante-quinze Euros)

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 11/09/2013.

Référence de publication: 2013129195/493.

(130157065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Kinsei S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 180.079.

STATUTS

L'an deux mille treize, le cinq septembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

La société APEM LIMITED, ayant son siège social à Winterbotham Place, Marlborough & Queen Sts, Nassau, Bahamas, ici représenté par Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Nassau, le 1^{er} juillet 2013.

Ladite procuration paraphée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné sera annexée au présent acte pour être déposée auprès des autorités d'enregistrement.

Lequel comparant, par son mandataire, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il va constituer comme actionnaire unique:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "KINSEI S.A.".

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée. La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet

toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut également s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter, ainsi que procéder à l'acquisition, la détention, l'exploitation, le développement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, terrains à bâtir y compris.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) divisé en trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront de la catégorie A ou de la catégorie B. Lors de la nomination d'un administrateur, l'assemblée générale lui donnera pouvoir de signature "A" ou pouvoir de signature "B".

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Le conseil d'administration élit en son sein son président.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail, étant admis.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, lettre, télégramme, télécopie, e-mail, ainsi que par téléconférence. Si les décisions sont prises par téléconférence ou e-mail, un procès-verbal sera dressé et signé par tous les administrateurs qui ont participé. Les résolutions par écrit approuvées et signées par tous les administrateurs auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

La société se trouve engagée par les signatures conjointes d'un administrateur de la catégorie A et d'un administrateur de la catégorie B.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 2 avril à 11.30 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2014.

Souscription et Libération

Toutes les actions ont été entièrement souscrites par la société comparante, APEM LIMITED, précitée, et libérées en espèces de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est à la libre disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Résolutions de l'associé unique

Et à l'instant le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à six (6) et celui des commissaires à un (1).
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur de la catégorie A, avec pouvoir de signature correspondant:
 - a) Monsieur Antonio RUSSO, consultant, né le 23 juillet 1961 à Calitri (Italie) et domicilié au 5d, via Gemmo, CH-6924 Sorengo;
 - b) Monsieur Stefano DEDOLA, consultant, né le 18 août 1970 à Milan (Italie) et domicilié au 2, Strada dal Mator, CH-6915 Lugano Pambio.
- 3) Sont appelés aux fonctions d'administrateur de la catégorie B, avec pouvoir de signature correspondant:
 - a) Monsieur Marc KOEUNE, économiste, né le 4 octobre 1969 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
 - b) Monsieur Michael ZIANVENI, juriste, né le 4 mars 1974 à Villepinte (France) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
 - c) Monsieur Denis BREVER, employé privé, né le 2 janvier 1983 à Malmedy (Belgique) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
 - d) Monsieur Jean-Yves NICOLAS, employé privé, né le 16 janvier 1975 à Vielsalm (Belgique) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.
- 2) Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société CEDERLUX-SERVICES S.A.R.L., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous n° B 79327.
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2018.
- 5) Le siège de la société est fixé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la société comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Zianveni et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 septembre 2013. LAC/2013/40838. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128920/136.

(130157153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Siloe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 180.056.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the second day of September.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

There appeared:

AELSION INVESTISSEMENTS S.A., a public limited company (société anonyme) duly and validly existing under Luxembourg Law, having its registered office at L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 68040,

here represented by Ms. Christelle Langlois, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, in the capacity in which she acts, has requested the notary to inscribe as follows the statutes of a public limited company (société anonyme):

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There exists a public limited company (société anonyme) under the name of SILOE S.A. (hereinafter the "Corporation").

Art. 2. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or, as the case may be, by a resolution of the sole shareholder.

The general meeting authorizes the board of directors or, as the case may be, the sole director to transfer the registered office of the Corporation in any other place within the same municipality.

By a simple resolution of the board of directors or, as the case may be, by the sole director, the Corporation may establish subsidiaries, branches, agencies or administrative offices as well in the Grand Duchy of Luxembourg as abroad.

Art. 3. The Corporation is established for an unlimited period of time.

Art. 4. The purpose of the Corporation is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Corporation may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and the management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Corporation may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt which may be convertible and/or equity securities. The Corporation may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company which purpose is to ultimately hold interest in such financed other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third Parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company which purpose is to ultimately hold interest in such secured other company. The Corporation may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Corporation may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Corporation against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

In addition to that, the activities of the Corporation are all deeds, transactions and any operation generally termed as non-fixed and fixed assets, civil, commercial and financial transactions, all related directly or indirectly to the mentioned Corporation purpose, or which nature may promote its extension and its development.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The subscribed share capital shall be one million two hundred Euro (1,200,000.-EUR) divided into one hundred and twenty (120) shares of ten thousand Euro (10,000.- EUR) each.

The shares are in registered or bearer form, or partly in registered form and partly in bearer form at the option of the shareholders or, as the case may be, of the sole shareholder, subject to the restrictions foreseen by law.

The Corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 6. For the period foreseen here below, the authorized capital is fixed at ten million Euro (10,000,000.- EUR) which will be divided into one hundred thousand (100,000) shares of ten thousand Euro (10,000.- EUR) each.

The authorized and the subscribed capital of the Corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, or as case may be, by the sole shareholder voting with the same quorum as for the amendment of the statutes.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period ending on September 02, 2018, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the Corporation, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Corporation, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified here above and especially under the provisions of article 32-4 of the amended law of August 10th, 1915 on commercial companies.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the Corporation.

Art. 7. The general meeting of shareholders or, as the case may be, the sole shareholder may decide to create one or several classes of shares and to fix specific rights and conditions to be attached to each class of shares.

Title III. - Management

Art. 8. The Corporation is managed by a board of directors consisting in at least three members, whether shareholders or not. However, when the Corporation is formed by a sole shareholder or, it is established at a general meeting of shareholders, that the Corporation has only one shareholder left, the composition of the board of directors may be limited to one member until the ordinary general meeting of shareholders following the formal record of the existence of more than one shareholder.

The members of the board of directors shall be appointed by the general meeting for a period not exceeding six (6) years; they shall be re-eligible and shall be removed at any time with or without cause.

When a legal person is appointed as a director of the Corporation, the legal entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the legal entity as sole director or as member of the board in accordance with article 51bis of the amended law of August 10th, 1915 on commercial companies.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder.

The office of a director shall be vacated if:

- He resigns his office by notice to the Corporation, or
- He ceases by virtue of any provision of the law or he becomes prohibited or disqualified by law from being a director,
- He becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally, or
- He is removed from office by a resolution of the shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder.

In the event of vacancy of a director, appointed by the general meeting of shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder, the remaining directors may elect a director to fill such vacancy; in this case, the general meeting, during its next ordinary meeting, shall proceed to the final election.

If the appointment made by the board of directors is not ratified by the meeting, the resolutions taken with the director and the acts performed by him will be nonetheless valid.

Art. 9. The board of directors is invested with the broadest powers to perform all the acts of management and law regulations in compliance with the corporate purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these statutes to the general meeting fall within the competence of the board of directors.

When the Corporation has a sole director, he shall exercise the powers of the board of directors.

Art. 10. Subject to the provisions of article 72-2 of the amended law of August 10th, 1915 on commercial companies, the board of directors or, as the case may be, the sole director is authorized to pay interim dividends to shareholders.

Art. 11. The board of directors will elect from among its members a chairman. In his/her absence, the meeting will be presided by another member of the board present at the meeting.

The board of directors convenes upon call by the chairman or upon request of any two directors, at the place specified in the convening notice, as often as the interest of the Corporation so requires.

Written notice of any meeting of the board of directors of the Corporation shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the board of directors of the Corporation. Written notice may be given by postal mail, telefax or e-mail. No such written notice is required if all the members of the board of directors of the Corporation are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail, of each member of the board of directors of the Corporation. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by decision of the board of directors of the Corporation.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Corporation's directors is present or represented at a meeting of the board. Any member of the board of directors of the Corporation may be represented at any meeting of the board of directors of the Corporation by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail, another director as his or her proxy.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Any director may participate in a meeting of the board of directors of the Corporation by conference call initiated from Luxembourg or similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

A resolution of the board of directors may also be taken by circular form and result from one or several documents containing the resolutions and signed by all members of the board without exception. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 12. The minutes of all meetings of the board of directors shall be signed by the president or in his/her absence, by the person named in his/her replacement substitutes, or by two directors. Copies or extracts of the minutes to be produced in court or otherwise shall be signed by the chairman or two directors.

When the board of directors is composed of one member, this member will sign.

Art. 13. The board of directors or, as the case may be, the sole director may delegate its powers to run the daily management of the Corporation to one or more directors, administrators, managers or other agents, either shareholders or not.

The first(s) person(s) to whom will be delegated the daily management may be appointed by the first general meeting of shareholders.

It may also commit the management of all the affairs of the Corporation or of a special branch to one or more directors, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 14. Towards third parties, the Corporation shall be bound in any circumstances by the joint signatures of two directors, by the sole signature of the managing director within the framework of the daily management, or by the sole signature of a person delegated by the board within the limits of his/her powers.

When the board of directors is composed of one member, the Corporation will be bound by his sole signature.

Art. 15. Any litigation involving the Corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Corporation by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose or by the sole director, as the case may be.

The writs for or against the Corporation are validly issued in the name of the Corporation.

Within the limits of the law, present or past each director will be indemnified out of the assets of the Corporation for any loss or liability affecting him/her due to the exercise of his/her function.

Title IV. - Supervision

Art. 16. The Corporation is supervised by one or several statutory auditors, either shareholders or not, appointed by the general meeting of shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder, for a term not exceeding six (6) years. They shall be re-eligible and shall be removed at any time with or without cause.

Title V. - General meeting - Resolutions of the sole shareholder

Art. 17. The general meeting of shareholders shall represent all shareholders of the Corporation. It has the broadest powers to carry out or ratify every acts relating to the Corporation. It decides on the allocation and distribution of net profits to shareholders reserved.

When the Corporation has a sole shareholder, he shall exercise the powers vested in the general meeting of shareholders.

Art. 18. The annual meeting will be held at the registered office or at any place specified in the convening notices on the third Thursday of June of each year at 10.00 a.m.

If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such times and places specified in the convening notices of the meeting.

The quorum and period of time required by law shall govern the notice and the conduct of meetings of shareholders of the Corporation, if not otherwise is provided by these statutes.

Each share is entitled to one vote. Each shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Corporation by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail.

Except as otherwise required by the law or by these statutes, decisions at a meeting of the shareholders of the Corporation duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

The board of directors or, as the case may be, the sole director may determine all other conditions to be fulfilled by shareholders to take part in any meeting of shareholders.

If all shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Decisions taken during a meeting are recorded in the minutes signed by the officers and shareholders who request it. If the Corporation has a sole shareholder, his decisions are recorded in minutes.

Any shareholder may participate in a meeting of the shareholders of the Corporation by conference call or similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. When a meeting is conducted by conference call or videoconference, it must be initiated and chaired from Luxembourg. The meeting held by such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Corporation.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 19. The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

Art. 20. After deduction of any and all of the expenses of the Corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Corporation. Of the net profits, five percent (5%) shall be allocated to the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below 10% of the capital of the Corporation.

The general meeting of shareholders or, as the case may be, the sole shareholder will decide, upon recommendation of the board of directors or the sole director, how the balance of annual net profits will be affected.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 21. The Corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder. If the Corporation is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder, which will specify their powers and fix their remuneration.

Unless otherwise decision, the liquidator(s) shall be vested with the broadest powers for the realization of assets and payment of liabilities of the Corporation.

The assets, net of liabilities, shall be distributed among shareholders in proportion to the shares held by them.

Title VIII. - General provisions

Art. 22. All matters not governed by these statutes are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and the amendments thereto.

128201

Transitory provisions

1. The first accounting year shall begin on the date of formation of the Corporation and shall terminate on December 31st, 2014.
2. Exceptionally the first general meeting of shareholders will take place in March 2015.

Subscription and Payment

The statutes having thus been established, AELSION INVESTISSEMENTS S.A., prenamed, declares to subscribe to one hundred and twenty (120) shares representing the whole capital.

All the shares have been fully paid up, so that the amount of one Million and two Hundred Euros (1,200,000.00 EUR) is now available to the Corporation, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 et 26-5 of the amended law of August 10th, 1915 on commercial companies have been fulfilled.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately EUR 2,200.-

The resolutions of the sole shareholder

The above named appearing party, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions as sole shareholder:

First resolution

The number of directors is fixed at one.

The following is appointed director, his mandate expiring on the ordinary general meeting to be held in the year 2019:

Mr. Angelo ZITO, born on June 7th, 1953 in Noci (Italy), having his professional address at L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

Second resolution

Has been appointed statutory auditor, its mandate expiring on the ordinary general meeting to be held in the year 2019:

FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A., a société anonyme having its registered office at L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 52618.

Third resolution

The registered office of the Corporation is established in L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document

The deed having been read to the proxyholder of the appearing person, the said proxyholder of the appearing person signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks French, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of disagreement between the French and the English text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le deux septembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

AELSION INVESTISSEMENTS S.A., société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68040,

ici représentée par Madame Christelle Langlois, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme:

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de SILOE S.A. (ci-après la «Société»).

Art. 2. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique.

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique à transférer le siège social de la Société dans tout autre endroit de la même commune.

Par simple décision du conseil d'administration ou, le cas échéant, de l'administrateur unique, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra procéder, par voie de placement privé, à l'émission d'actions et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts, convertibles ou non, et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toutes autres sociétés en vue de les détenir à terme. Elle pourra également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toutes autres sociétés en vue de les détenir à terme. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société pourra, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société a encore pour objet tous actes, transactions, et toutes opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciales et financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social, ou qui peuvent en favoriser l'extension et le développement.

Titre II. - Capital - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent mille Euros (1.200.000.- EUR), représenté par cent vingt (120) actions d'une valeur nominale de dix mille Euros (10.000.- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, fixé à dix millions d'Euros (10.000.000.- EUR) qui sera représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de dix mille Euros (10.000.- EUR) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période prenant fin le 02 septembre 2018, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

Art. 7. L'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, l'actionnaire unique peut décider la création d'une ou plusieurs classes d'actions et fixer des droits et conditions spécifiques attachés à chaque classe d'actions.

Titre III. - Administration

Art. 8. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Ils sont nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années; ils sont rééligibles et toujours révocables avec ou sans motif.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51 bis de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Le nombre des administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par l'actionnaire unique.

Le poste d'un administrateur sera vacant si:

- Il démissionne de son poste avec préavis à la Société, ou
- Il cesse d'être administrateur par application d'une disposition légale ou il se voit interdit par la loi d'occuper le poste d'administrateur, ou
- Il tombe en faillite ou fait un arrangement avec ses créanciers, ou
- Il est révoqué par une résolution des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, nommé par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par l'actionnaire unique, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Si la nomination faite par le conseil d'administration n'est pas ratifiée par cette assemblée, les délibérations prises avec l'administrateur et les actes accomplis par lui n'en seront pas moins valables.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes d'administration et de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un administrateur unique, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 10. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes en faveur des actionnaires.

Art. 11. Le conseil d'administration choisira un président parmi ses membres. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être confiée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou sur convocation de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige.

Convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration de la Société sera adressée à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du conseil d'administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, télex ou courrier électronique. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, câble, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique, étant admis.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence, conférence téléphonique ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Lorsqu'une réunion est effectuée par conférence téléphonique ou visioconférence, elle devra être initiée et présidée depuis Luxembourg. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 12. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par la personne nommée en son remplacement, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 13. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion journalière, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La (Les) première(s) personne(s) à qui sera (seront) déléguée(s) la gestion journalière peut (peuvent) être nommée (s) par la première assemblée générale des actionnaires.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la Société ou d'une branche spéciale de celles-ci à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la Société.

Art. 14. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, par la signature individuelle d'un administrateur-délégué dans le cadre de la gestion journalière ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera valablement engagée par sa seule signature.

Art. 15. Tous les litiges dans lesquels la Société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la Société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par l'administrateur-délégué à cet effet ou par l'administrateur unique, le cas échéant.

Les exploits pour ou contre la Société sont valablement faits au nom de la Société.

Dans les limites de la loi, chaque administrateur présent ou passé sera indemnisé sur les avoirs de la Société en cas de perte ou de responsabilité l'affectant du fait de l'exercice de sa fonction.

Titre IV. - Surveillance

Art. 16. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par l'actionnaire unique pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans. Ils sont rééligibles et toujours révocables avec ou sans motif.

Titre V. - Assemblée générale des actionnaires - Décisions de l'actionnaire unique

Art. 17. L'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net réservé aux actionnaires.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 18. L'assemblée générale annuelle se tiendra au siège social ou à tout autre endroit spécifié dans la convocation, le troisième jeudi du mois de juin à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Lorsqu'une assemblée est effectuée par conférence téléphonique ou visioconférence, elle devra être initiée et présidée depuis Luxembourg. L'assemblée tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Titre VI. - Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 19. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 20. L'excédent favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la Société, des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, l'actionnaire unique déterminera, sur proposition du conseil d'administration ou de l'administrateur unique, de quelle façon le solde du bénéfice annuel net sera affecté.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 21. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts. Si la Société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par l'actionnaire unique, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Sauf décision contraire, le ou les liquidateur(s) aura (auront) les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les actionnaires en proportion des actions détenues par eux.

Titre VIII. - Disposition générale

Art. 22. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
2. Exceptionnellement, la première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en mars 2015.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, la société AELSION INVESTISSEMENTS S.A., préqualifiée, déclare souscrire aux cent vingt (120) actions représentant l'intégralité du capital.

Toutes les actions ont été entièrement libérées de sorte que la somme d'un million deux cent mille Euros (EUR 1.200.000.-) est à la disposition de la Société ainsi qu'il a en été prouvé au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à EUR 2.200.-

Résolutions de l'actionnaire unique

La comparante préqualifiée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à un.

Est appelé aux fonctions d'administrateur, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019:

Monsieur Angelo ZITO, né le 07 juin 1953 à Noci (Italie), demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

Deuxième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale ordinaire de 2019:

FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A., société anonyme, ayant son siège à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 52618.

Troisième résolution

Le siège social de la Société est fixé à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue française, déclare que, sur la demande de la partie comparante, le présent acte de société soit rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de la même partie comparante, il est spécifié qu'en cas de différends entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Signé: C. LANGLOIS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41004.

Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129130/506.

(130156757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Faenza Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 35.000.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 175.194.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of the month of August.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

there appeared

Faenza Midco S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under number B 177.855 represented by Me Toinon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 28 August 2013 which shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities after having been signed by the proxyholder and the undersigned notary,

being the sole shareholder of Faenza Luxembourg S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, prenamed, of 31 January 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 18 March 2013, number 653, registered with the RCS under number B 175.194.

The articles of association of the Company have been amended for the last time on 31 May 2013 by deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial.

The appearing party declared and requested the notary to state that:

1. The Sole Shareholder holds all the twenty thousand (20,000) shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken by the Sole Shareholder on all items on the agenda.

2. The items on which resolutions are to be passed are the following:

Agenda

Increase of the issued share capital of the Company to thirty-five million Euro (EUR35,000,000) by the creation and issue of thirty-four million nine hundred and eighty thousand (34,980,000) new shares with a nominal value of one Euro (EUR1.00) each for a total subscription price of three hundred and seventy-three million four hundred and seventy-five thousand six hundred and thirty Euro (EUR373,475,630); subscription for the new shares and payment of the Subscription Price by Faenza Midco S.dr.l., the sole shareholder of the Company in cash; allocation of an amount equal to the nominal value of the new shares so issued to the share capital of the Company, an amount equal to 10% of the issued share capital to the legal reserve and the remainder to the freely available share premium account of the Company; consequential amendment of the first sentence of article 5 of the articles of association of the Company to reflect the above increase of the share capital of the Company.

After having duly considered the above, the Sole Shareholder resolved as follows:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the issued share capital of the Company to thirty-five million Euro (EUR 35,000,000) by the creation and issue of thirty-four million nine hundred eighty thousand (34,980,000) new shares with a nominal value of one Euro (EUR1.00) each for a total subscription price of three hundred and seventy-three million four hundred and seventy-five thousand six hundred and thirty Euro (EUR373,475,630).

The new shares are entirely subscribed and paid-up in full by the Sole Shareholder, through the contribution in cash.

Evidence of the payment of the total subscription price was shown to the undersigned notary.

The Sole Shareholder resolved to allocate an amount equal to the nominal value of the new shares so issued to the share capital of the Company, an amount equal to 10% of the issued share capital to the legal reserve and the remainder to the freely available share premium of the Company.

In consequence to the above the Sole Shareholder resolved to amend the first sentence of article 5 of the articles of association of the Company to reflect the above increase of the share capital of the Company to be read as follows:

" **Art. 5.** The issued share capital of the Company is set at thirty-five million Euro (EUR 35,000,000.-) divided into thirty-five million (35,000,000) shares with a par value of one Euro (EUR 1.00) each."

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at seven thousand Euro (7,000.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing party, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same party, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall be prevailing.

Done in Luxembourg on the day beforementioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le vingt-neuvième jour du mois d'août.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu

Faenza Midco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 177.855, représentée par Me Toinon Hoss, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 28 août 2013, laquelle restera annexée au présent acte afin d'être soumise aux formalités de l'enregistrement, après avoir été signée par le mandataire et le notaire soussigné,

étant l'actionnaire unique de Faenza Luxembourg S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée, constituée en vertu du droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée le 31 janvier 2013 suivant acte reçu de Maître Henri Hellinckx, précité, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 18 mars 2013, numéro 653, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 175.194.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 31 mai 2013 suivant acte reçu du notaire soussigné, non encore publié au Mémorial.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'Associé Unique détient la totalité des vingt mille (20.000) parts sociales émises de la Société, de sorte que l'Associé Unique peut valablement prendre des décisions sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

2. Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

Ordre du jour

Augmentation du capital social émis de la Société à un montant de trente-cinq millions d'euros (35.000.000 EUR) par la création et l'émission de trente-quatre millions neuf cent quatre-vingt mille (34.980.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune pour un prix total de souscription de trois cent soixante-treize millions quatre cent soixante-quinze mille six cent trente euros (373.475.630 EUR); souscription aux nouvelles parts sociales et paiement du Prix de Souscription par Faenza Midco S.à r.l., l'associé unique de la Société, en numéraire; affectation d'un montant égal à la valeur nominale des nouvelles parts sociales ainsi émises au capital social de la Société, d'un montant égal à 10% du capital social émis à la réserve légale et du solde au compte de prime d'émission librement disponible de la Société; modification en conséquence de la première phrase de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation ci-dessus du capital social de la Société.

Après avoir dûment examiné ce qui précède, l'Associé Unique a décidé ce qui suit:

Résolution unique

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société à un montant de trente-cinq millions d'euros (35.000.000 EUR) par la création et l'émission de trente-quatre millions neuf cent quatre-vingt mille (34.980.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune pour un prix total de souscription de trois cent soixante-treize millions quatre cent soixante-quinze mille six cent trente euros (373.475.630 EUR).

Les nouvelles parts sociales sont intégralement souscrites et entièrement libérées par l'Associé Unique par l'apport en numéraire.

Preuve du paiement du prix total de souscription a été montrée au notaire soussigné.

L'Associé Unique a décidé d'affecter un montant égal à la valeur nominale des nouvelles parts sociales ainsi émises au capital social de la Société, un montant égal à 10% du capital social émis à la réserve légale et le solde, à la prime d'émission librement disponible de la Société.

En raison de ce qui précède, l'Associé Unique a décidé de modifier la première phrase de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation ci-dessus du capital social de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social émis de la Société est fixé à trente-cinq millions d'euros (35.000.000 EUR) divisé en trente-cinq millions (35.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1,00 EUR) chacune.»

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, sont estimés à sept mille Euros (7.000.- Euros).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, reconnaît qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: T. HOSS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 septembre 2013. Relation: LAC/2013/40983. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128803/122.

(130156600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Europumps S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 79.065.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130080/10.

(130158252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.